



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction des affaires européennes et
des relations économiques internationales

**Rapport sur la mise en œuvre
de la décision de la Commission européenne
du 20 décembre 2011
concernant
les services d'intérêt économique général

(2016)**

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
I. Ministère de l'Economie.....	4
II. Ministère de la Santé.....	7
III. Ministère du Logement.....	11
IV. Ministère de la Famille, de l'intégration et de la Grande Région.....	17
V. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.....	38
VI. Ministère de l'Égalité des chances.....	42

INTRODUCTION

Le 20 décembre 2011, la Commission européenne (ci-après la « Commission ») a adopté la décision relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général (JOUE L 7/3 du 11 janvier 2012, ci-après la « décision SIEG de 2012 »).

En vertu de l'article 9 de la décision SIEG de 2012, chaque Etat membre remet à la Commission, tous les deux ans, un rapport sur sa mise en œuvre, comprenant une description détaillée de l'application de celle-ci dans tous les secteurs concernés.

Les secteurs concernés au Grand-Duché de Luxembourg sont les suivants :

- les compensations octroyées à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution de la presse (Ministère de l'Economie) ;
- les compensations octroyées aux hôpitaux (Ministère de la Santé) ;
- les compensations octroyées au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Ministère du Logement) ;
- les compensations octroyées aux organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique :
 - Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ;
 - Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
 - Ministère de l'Égalité des chances.

Le présent rapport couvre les années 2014 et 2015. Il respecte, dans la mesure du possible, les orientations de la Commission du 16 mars 2016 concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012.

I. Ministère de l'Économie

Les compensations octroyées à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution de la presse relèvent de l'article 2, paragraphe 1, point a), de la décision SIEG de 2012 (compensations ne dépassant pas le montant annuel de 15.000.000 EUR).

1. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<ul style="list-style-type: none">- le transport et la distribution de la presse quotidienne sur l'ensemble du territoire luxembourgeois- le transport et la distribution postale de la presse périodique, les envois en affranchissement à tarif réduit sur l'ensemble du territoire luxembourgeois et la distribution de la presse périodique dans les régions limitrophes des pays voisins où réside une partie importante de la population active au Luxembourg
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
<ul style="list-style-type: none">- Conventions relatives au transport et à la distribution postale de la presse quotidienne, de la presse périodique et des envois en affranchissement à tarif réduit, conclues entre l'Entreprise des Postes et Télécommunications et l'Etat.- Arrêtés du Conseil de gouvernement (i.e., le Conseil des ministres)
<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
Durée habituelle de 2 à 5 ans
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Réduction fiscale - si la charge fiscale était insuffisante, le solde peut être versé sous forme d'une subvention directe.
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
L'Etat prend en charge le surcoût du SIEG, majoré d'une marge bénéficiaire raisonnable, par le biais d'une déduction fiscale. La prise en charge est limitée à un montant de 15.000.000 EUR par an.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
<p>Les comptes audités de la société doivent indiquer séparément les coûts et les recettes liés au SIEG et ceux liés aux autres services postaux. La comptabilité analytique de la société est validée par le régulateur.</p> <p>En cas de surcompensation éventuelle, l'Etat exige le remboursement. Lorsque le montant de la surcompensation ne dépasse pas 10% du montant de la compensation annuelle moyenne, la surcompensation peut être reportée sur la période suivante et déduite du montant de la compensation due pour cette période.</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
Non applicable	
Montant des aides octroyées	
<p>Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.</p>	
2014	2015
<p>Les coûts des années 2014 et 2015 n'ont pas encore été compensés.</p> <p>Le dossier 2014 est en voie de finalisation et le dossier 2015 est en cours de calcul. Les montants exacts seront soumis à la Commission dès que possible.</p>	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2014	2015
Non applicable	Non applicable
<p>Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).</p>	
Le seul bénéficiaire de ce SIEG est l'Entreprise des Postes et Télécommunications.	

2. Plaintes de tiers

Il n'y a eu aucune plainte de la part de tiers au cours de la période de référence.

3. Questions diverses

Le Luxembourg ne rencontre *a priori* pas de difficultés particulières dans l'application de la décision SIEG de 2012.

II. Ministère de la Santé

Les compensations octroyées aux établissements hospitaliers relèvent de l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision SIEG de 2012 (compensations octroyées à des hôpitaux fournissant des soins médicaux, qui peuvent être octroyées indépendamment de leur montant annuel).

1. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>Tous les établissements hospitaliers mandatés sont repris à l'annexe 1 du plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009.</p> <p>Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.</p>
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
<p>La loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dispose que les établissements hospitaliers ont pour mission de prêter dans leur domaine d'activité les soins stationnaires et ambulatoires, utiles, nécessaires et de qualité adaptés aux besoins de santé des patients qui font appel à leurs services.</p> <p>Cette loi fixe les détails relatifs à la création et l'extension de tout établissement hospitalier ou de tout service d'un établissement hospitalier par le ministre de la Santé.</p> <p>Le ministre de la Santé assure la coordination de tous les établissements hospitaliers.</p> <p>Le plan hospitalier détermine les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.</p> <p>Il vise à coordonner dans l'intérêt de la santé publique l'évolution du système hospitalier en fonction des besoins sanitaires prévisibles du pays, de l'exigence d'assurer un accès équitable à une prise en charge de qualité conforme aux acquis de la science, tout en tenant compte des contraintes découlant d'un fonctionnement efficient.</p> <p>Aux fins de la coordination du système hospitalier national, le plan hospitalier détermine :</p> <ul style="list-style-type: none">- la composition géographique des trois régions hospitalières ;- les catégories et les critères de classification des établissements hospitaliers ;- les besoins sanitaires du pays en termes de lits d'hospitalisation ;- les services hospitaliers pouvant faire partie des établissements hospitaliers ;- la liste des équipements et appareils soumis à une planification nationale.

Le plan hospitalier détermine aussi les missions et la composition minimales des structures d'évaluation d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La nature et la durée des obligations de service public sont fixées par les textes précités. Les dispositions du plan hospitalier resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé par un nouveau règlement grand-ducal, dont le contenu est actuellement en voie d'élaboration.

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.

Les droits exclusifs octroyés aux établissements hospitaliers sont décrits par la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ainsi que le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Non applicable

Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les établissements hospitaliers peuvent être considérés comme fournisseurs de service d'intérêt général pour ce qui est du volet de la prestation des services de soins. Pour ce faire, les infrastructures nécessaires pour assurer la prestation de soins médicaux leur sont mises à disposition.

Toutes les infrastructures hospitalières dont ont besoin les établissements hospitaliers cités ci-dessus sont financées à raison de 80 % par l'Etat luxembourgeois par le biais de son Fonds des Investissements Hospitaliers et à raison de 20 % par la Caisse Nationale de Santé (ci-après la « CNS »).

Chaque intervention financière fait l'objet d'une convention de financement entre l'Etat et le gestionnaire de l'établissement hospitalier respectif.

Les frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers (hors les prestations des médecins mais y compris le personnel soignant) sont couverts par la CNS et font l'objet d'une convention de financement.

Cependant, pour ce qui est de la prestation des soins médicaux, il y a lieu d'indiquer que le principe de l'exercice de la médecine libérale est d'application au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque médecin en possession d'une autorisation d'exercer la profession est lié par une convention avec la CNS. Le patient choisit librement son médecin (soins stationnaires et soins ambulatoires) et la CNS prend en charge les honoraires médicaux de ses assurés. C'est le médecin libéral qui est rémunéré pour l'acte presté par l'assureur du patient.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
L'Etat et la CNS ont mis en place un système de suivi et de contrôle des montants accordés. Aucune surcompensation n'est versée aux hôpitaux.	
<i>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</i>	
Non applicable	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.	
1. Infrastructures par le biais du Fonds spécial pour les investissements hospitaliers (part de l'Etat)	
2014	2015
30.000.000 EUR	35.000.000 EUR
2. Frais de fonctionnement et d'exploitation des hôpitaux pris en charge par la CNS (y compris les frais d'amortissement relatifs à la prise en charge des 20 % des infrastructures par la CNS, hors honoraires médecins libéraux)	
2014	2015
764.700.000 EUR	781.400.000 EUR
Montant total des aides octroyées (1+2)	
2014	2015
794.700.000 EUR	816.400.000 EUR
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	
2014	2015
Non applicable	Non applicable

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

Pour ce qui est du financement des infrastructures, l'Etat procède, sur la base de décomptes validés par les réviseurs des hôpitaux, son propre expert ainsi que par la Direction du Contrôle financier de l'Etat, au remboursement de tous les coûts liés à la mise en place et à la mise à niveau des infrastructures hospitalières.

Pour ce qui est des frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers, la CNS détermine le montant accordé et procède au contrôle des décomptes présentés par les hôpitaux.

2. Plaintes de tiers

Il n'y a pas eu de plaintes déposées par des tiers au cours de la période de référence.

3. Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

III. Ministère du Logement

1. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
La fourniture de logements sociaux, par la location ou la vente, aux personnes défavorisées qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché.
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
<p>Le mandat est prévu par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après la « loi de 1979 ») qui dispose en son article 15 que : « <i>L'Etat est autorisé à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location.</i> »</p> <p>Les participations de l'Etat sont arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel tenant compte des besoins régionaux et locaux de logements et des projets soumis par les promoteurs. Il fait l'objet d'un règlement grand-ducal, qui fixe également les conditions d'octroi et l'importance des participations de l'Etat, les droits et les obligations du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat (article 19 de la loi de 1979). Le dernier règlement grand-ducal pris en la matière est le règlement grand-ducal du 26 avril 2016 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat.</p> <p>La réglementation exige la conclusion d'une convention - à signer entre le promoteur et le ministre ayant le Logement dans ses attributions - qui rappelle les conditions d'octroi et l'importance du montant maximum de la participation étatique pour chaque projet arrêté, tout comme les droits et obligations principales du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat.</p>
<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
<p>Compte tenu des spécificités du domaine du logement social, et notamment de l'importance des investissements, la loi de 1979 ne prévoit pas de durée pour le mandat des promoteurs y visés.</p> <p>Dans les conventions relatives à des projets de logements locatifs sociaux, les promoteurs doivent s'engager à donner en location pendant au moins 20 ans les logements concernés conformément aux dispositions de la loi de 1979, et notamment ses articles 32 à 36 et ses règlements d'exécution concernant la gestion et les critères de salubrité et d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, ainsi que conformément au <i>règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution</i></p>

<i>relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi de 1979 concernant l'aide au logement.</i>
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Vu la pénurie de logements sociaux, l'Etat luxembourgeois n'octroie pas de droits exclusifs ou spéciaux dans le domaine.
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
<p>L'Etat luxembourgeois accorde des participations financières aux promoteurs fournissant des logements sociaux. Les pourcentages de ces participations financières et les modalités sont prévus par la loi de 1979 et ses règlements d'exécution.</p> <p>L'établissement public dénommé « Fonds pour le développement du logement et de l'habitat » (ci-après le « Fonds du Logement ») bénéficie en outre d'une dotation de l'Etat luxembourgeois pouvant être portée jusqu'à concurrence de 200.000.000 EUR (article 56 de la loi de 1979) et peut être autorisé à se faire ouvrir sous la garantie de l'Etat un crédit de 25.000.000 EUR (article 57 de la loi de 1979).</p> <p>Il convient de souligner qu'un projet de loi portant réorganisation de cet établissement public a été déposé le 26 novembre 2015. Cet avant-projet de loi et ses règlements d'exécution visent à éviter toute surcompensation dans le chef de cet établissement public. Le projet de loi est disponible sur le site www.chd.lu (dossier parlementaire n°6916).</p>
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
<p>1. Logements destinés à la vente</p> <p>Pour l'octroi d'une participation financière de l'Etat pour des logements destinés à la vente, la loi de 1979 prévoit les conditions qui doivent être réunies pour chaque projet de construction.</p> <p>Ainsi, les participations de l'Etat ne sont notamment accordées que si <i>au moins 60% des acquéreurs</i> des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition, c'est-à-dire obtiennent lors de l'acquisition du logement une aide individuelle au logement sous la forme d'une prime de construction ou d'une prime d'acquisition, liées p.ex. à des conditions de revenu arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>Cette proportion d'au moins 60% des acquéreurs doit être respectée pendant une période d'<i>au moins 10 ans</i> (au moins 10 ans pour les appartements et au moins 20 ans pour les maisons unifamiliales) à partir de la date d'obtention de la prime de construction/d'acquisition, sous peine de devoir rembourser l'intégralité des aides étatiques reçues.</p> <p>Chaque projet de construction d'ensembles destiné à la vente doit comprendre au moins 10% de logements locatifs sociaux, pour favoriser la mixité sociale.</p>

Le montant de l'aide étatique pour un logement donné d'un projet de construction est ainsi connu et peut être contrôlé très facilement (la loi impose que l'acte de vente indique le prix normal, la participation de l'Etat ainsi que le prix subventionné).

2. Logements destinés à la location

Concernant les logements destinés à la location, l'Etat peut accorder une participation financière allant jusqu'à 75% du prix de construction.

Toutefois, en contrepartie des aides accordées par l'Etat, ces logements doivent être donnés en location en respectant toutes les conditions prescrites par la réglementation applicable, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 précité, lequel prévoit des critères de sélection et de fixation du prix du loyer. Le loyer doit être fonction du revenu disponible et de la composition du ménage, ainsi que de la surface habitable du logement.

3. Programme pluriannuel arrêtant le montant maximal des participations étatiques

Les participations de l'Etat - aussi bien celles pour les promoteurs publics que celles pour les promoteurs privés - doivent être arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel au sens de l'article 19 de la loi de 1979.

Le programme actuellement en vigueur est arrêté par le règlement grand-ducal du 26 avril 2016 précité.

Les aides étatiques à la construction d'ensembles (aides à la pierre) sont versées aux promoteurs sous la condition qu'ils les bonifient intégralement aux acquéreurs éligibles. Par conséquent, le soutien étatique au logement social est transféré aux citoyens ayant des revenus modérés cherchant à se loger.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

L'article 31 de la loi de 1979 prévoit que les aides à la construction d'ensembles ne sont accordées qu'aux acquéreurs remplissant les conditions pour l'octroi des primes de construction conformément aux règles suivantes :

- les aides sont ventilées par parts égales entre tous les logements construits ;
- elles ne sont allouées qu'aux acquéreurs éligibles suivant des barèmes à fixer par règlement grand-ducal et sont remboursables aux mêmes conditions et modalités que les primes de construction ;
- l'acquéreur et le promoteur sont tenus solidairement au remboursement des participations de l'Etat conformément aux dispositions des articles 1197 et suivants du Code civil, le promoteur étant autorisé de répéter contre l'acquéreur la totalité de la participation qu'il a dû rembourser à l'Etat.

En cas d'inobservation des dispositions de la loi et/ou du règlement grand-ducal arrêtant le programme annuel ou pluriannuel de construction d'ensembles de logements subventionnés, les participations de l'Etat sont remboursables à l'Etat par les promoteurs au taux de l'intérêt légal en matière commerciale sans que celui-ci puisse s'en tenir indemne auprès des acquéreurs et locataires.

Le Fonds du Logement est placé sous la tutelle du membre du Gouvernement ayant le Logement dans ses attributions. Celui-ci surveille donc les activités du Fonds du Logement.

Conformément à l'article 65 de la loi de 1979, le ministre ayant le Logement dans ses attributions peut à tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds du Logement.

De plus, certaines opérations sont soumises à son approbation expresse :

- les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits mobiliers et immobiliers du Fonds, les baux emphytéotiques, les emprunts et les constitutions d'hypothèques, le partage des biens immobiliers indivis, si la valeur des biens excède la somme de 25.000 EUR ;
- l'acquisition d'immeubles ;
- le placement de la fortune du Fonds ;
- les budgets et comptes annuels ;
- l'engagement du personnel.

La gestion financière du Fonds du Logement est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

La présentation des budgets et comptes du Fonds du Logement est arrêtée, sur avis du Ministre des Finances, par le Ministre du Logement.

L'audit d'un réviseur d'entreprises indépendant fait partie intégrante des rapports et bilans annuels.

Les crédits budgétaires pouvant être alloués en relation avec les aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés sont limités. Le montant de ces crédits sont prévus chaque année dans le cadre de la loi budgétaire.

Des contrôles relatifs aux aides étatiques susmentionnées sont effectués par le Ministère du Logement et le Ministère des Finances.

Les informations et éléments permettant à la Commission d'établir la conformité de la décision SIEG de 2012 avec des compensations accordées au SIEG sont archivées pendant au moins 10 ans, conformément à la décision SIEG de 2012.

Tel qu'indiqué ci-dessus, un projet de loi portant réorganisation du Fonds du Logement a été déposé le 26 novembre 2015 (disponible sur le site www.chd.lu, cf. dossier parlementaire n°6916). Cet avant-projet de loi et ses règlements d'exécution visent à éviter toute surcompensation dans le chef de cet établissement public.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Les données disponibles à cet égard sont publiées sur le site du Ministère du Logement (<http://www.ml.public.lu>), respectivement sur celui du Fonds du Logement (<http://www.fondsdulogement.lu>).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Budget de l'Etat 2014	Budget de l'Etat 2015
Vente / location (tous les promoteurs) :	Vente / location (tous les promoteurs) :
41.774.000 EUR	38.343.000 EUR
Dotation (uniquement Fonds du Logement) :	Dotation (uniquement Fonds du Logement) :
1.000.000 EUR	12.197.000 EUR
Total : 42.774.000 EUR	Total : 50.540.000 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

Le rapport d'activités du Ministère du Logement est publié annuellement sur son site internet.

www.logement.lu

www.ml.public.lu/fr/index.html

2. Plaintes de tiers

Il n'y a eu aucune plainte de la part de tiers au cours de la période de référence.

3. Questions diverses

Tel qu'indiqué ci-dessus un projet de loi portant réorganisation du Fonds du Logement a été déposé le 26 novembre 2015, avec trois règlements grand-ducaux d'exécution, à la Chambre des Députés.

En résumé, le projet de loi proposé prévoit de verser au Fonds du Logement, à charge du budget de l'Etat, une compensation de service public suivant les modalités à déterminer par règlement grand-ducal. L'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les modalités de la compensation de service public prévoit une compensation comportant deux parties : premièrement, des dotations couvrant une partie du prix ou de la soulte en cas d'acquisition ou d'échange de terrains ; deuxièmement, une compensation des déficits d'exploitation des activités de vente et de location sociale.

Cette compensation des déficits d'exploitation, déterminée sur base de comptes séparés relatifs à ces activités, ne saurait en aucun cas couvrir un éventuel déficit de l'activité que le Fonds du Logement exerce en dehors du champ des aides à la construction d'ensembles. Dans le passé, le Fonds du Logement a bénéficié de dotations annuelles considérables à charge du budget de l'Etat, couvrant de façon indiscriminée son déficit global. La nouvelle approche, s'appuyant sur des méthodes de comptabilité analytique, devrait conduire à des économies substantielles au profit du budget de l'Etat.

IV. Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Au Luxembourg, la participation financière de l'État à certains services sociaux¹ relève de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ci-après la « loi ASFT »)².

A noter que la loi ASFT dépasse le champ d'application de la décision SIEG de 2012, dans la mesure où la loi luxembourgeoise inclut non seulement les services sociaux de nature économique, mais aussi ceux de nature non-économique. Il a ainsi été décidé d'énumérer dans cette partie du rapport l'ensemble des services sociaux concernant le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région qui relèvent de la loi ASFT.

1. Services pour personnes en situation de handicap

1.1 Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
1. Service d'assistance à domicile Est visé tout service qui offre en milieu familial des soins et/ou une aide matérielle et psychologique aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir le maintien à domicile et de garantir une prise en charge des situations de fin de vie adaptée aux besoins et attentes individuels des personnes concernées.
2. Service d'hébergement Est visé tout service qui offre un hébergement et/ou un encadrement professionnel multidisciplinaire à plus de trois personnes en situation de handicap. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel à la personne en situation de handicap suivant une approche globale et cohérente en lui fournissant d'une part les aides et soins au sens de la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance (ci-après la « loi de 1998 ») et d'autre part un accompagnement socio-pédagogique et une prise en charge des situations de fin de vie adaptés à ses besoins et attentes individuels.

¹ Au Luxembourg, il n'existe pour le moment pas de définition légale du service social d'intérêt général ou du service social en général. Cela vaut aussi pour la notion de service public.

² Mémorial A n° 82 de 1998 <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1998/0082/index.html>

3. Service de formation

Est visé tout service qui offre une formation professionnelle à plus de trois personnes en situation de handicap ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire. L'objet est de leur procurer des connaissances de nature générale et/ou professionnelle visant une orientation ou une réorientation à la vie professionnelle.

4. Service d'activités de jour

Est visé tout service qui offre des activités de jour à plus de trois personnes présentant un handicap moyen ou grave ou un polyhandicap. Outre les aides et soins au sens de la loi de 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance, le service assure un accompagnement socio-pédagogique et thérapeutique par le biais d'activités variées et adaptées aux besoins et attentes individuels de la personne en situation de handicap. Le service accueille pendant la journée des personnes en situation de handicap qui, en raison de leur déficience et/ou de leur âge, ne peuvent pas suivre de manière continue une formation professionnelle ou un emploi ainsi que, en dehors des périodes scolaires, des mineurs en situation de handicap en âge scolaire. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel et multidisciplinaire à la personne en situation de handicap et de soutenir les familles ayant à charge une personne en situation de handicap.

5. Service d'information, de consultation et de rencontre

Est visé tout service qui offre des activités d'information, de consultation, d'animation et de rencontre aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir la pleine participation des personnes en situation de handicap et à prévenir leur isolement et leur exclusion sociale.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (Annexe 1). Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).

<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Participation financière par couverture du déficit - Participation forfaitaire par unité de prestation
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
<p>Service d'assistance à domicile, service de formation et service d'information, de consultation et de rencontre :</p> <p><u>participation financière par couverture du déficit</u></p> <p>art. 4c et art. 8 et suivants de la Convention pour les services d'hébergement, d'activités de jour, de formation, d'emploi, d'information de consultation et de rencontre, d'aide précoce et d'assistance à domicile pour personnes en situation de handicap (Annexe 2)</p> <p>Service d'hébergement et service d'activités de jour :</p> <p><u>participation forfaitaire par unité de prestation</u></p> <p>chap. 3 de la Convention ASP relative à l'accompagnement socio-pédagogique de la personne en situation de handicap dans les services d'hébergement et d'activités de jour (Annexe 3)</p>
<i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).</p>

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'octroie pas à une entreprise une aide atteignant le seuil de 15.000.000 EUR.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).

Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)

	2014	2015
Services d'hébergement	6.701.993,14 EUR	2.932.968,95 EUR
Services de formation	73.570,90 EUR	200.224,53 EUR
Services d'activités de jour	133.714,98 EUR	32.223,99 EUR
Ateliers protégés	4.158.049,72 EUR	4.924.531,95 EUR
Total	11.067.328,74 EUR	8.089.949,42 EUR

	Décompte 2014	Conventions / budget 2015
<u>Sous-total</u>		
« participation forfaitaire par unité de prestations »	34.912.484,42 EUR	40.593.333,87 EUR
Services d'hébergement (2) et services d'activités de jour (4)		

<u>Sous-total</u> « participation financière par <i>couverture du</i> <i>déficit</i> » <i>Services d'assistance à</i> <i>domicile (1) et services</i> <i>d'information, de</i> <i>consultation et de</i> <i>rencontre (5)</i>	8.868.930,24 EUR	9.004.146,45 EUR
<u>Sous- total</u> services de formation (3)	6.976.498,92 EUR	7.182.310,16 EUR
Total	50.757.913,58 EUR	56.779.790,48 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

	2014	2015
Service d'assistance à domicile	153 places	227 places
Service d'hébergement	802 lits	812 lits
Service de formation	221 places	230 places
Service d'activités de jour	444 chaises	463 chaises
Service d'information, de consultation et de rencontre	6.332 bénéficiaires	7.672 bénéficiaires

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2014³ et 2015⁴ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

1.2 Plaintes de tiers

Aucune plainte de la part de tiers n'a été reçue au cours de la période de référence.

1.3 Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

³ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2014.pdf

⁴ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2015.pdf

2. Services pour personnes adultes seules ou avec enfants

2.1 Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>1. Centre d'accueil</p> <p>Est à considérer comme centre d'accueil, un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels.</p> <p>(Art. 3.1 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants⁵</p> <p>Art. 3 de la Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes – <u>Annexe 4</u>).</p> <p>2. Structure de dépannage</p> <p>Est à considérer comme structure de dépannage, un service qui offre de façon exclusivement temporaire et avec un encadrement minimal un logement à plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants.</p> <p>(Art. 3.2 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 précité</p> <p>Art. 3 de la Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes – <u>Annexe 4</u>).</p> <p>3. Structure de jour</p> <p>Est à considérer comme structure de jour, un service accueillant le jour plus de 3 personnes adultes en difficulté. L'activité du service peut comprendre, entre autres, la restauration, l'orientation sociale, l'aide à la réinsertion sociale et professionnelle.</p> <p>(Art. 3.3 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 précité</p> <p>Art. 3 de la Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes – <u>Annexe 4</u>).</p>

⁵ Mémorial A n° 11 de 2001 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0011/index.html>

4. Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes

Est à considérer comme services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes, des services offrant à des particuliers et à des ménages en difficulté, aide, conseil et assistance dans des situations spécifiques d'emploi, de chômage, de logement, de surendettement et/ou assurant un accompagnement social polyvalent ou communautaire. En dehors des types d'activité énumérés ci-dessus d'autres types d'activités pour adultes en difficulté peuvent être agréés.

(Art. 3.4 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 précité

Art. 3 de la Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes – Annexe 4).

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (Annexe 1). Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Les conventions spécifiques (Annexe 5) sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).

*Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.*

Non applicable

*Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?*

Participation financière par couverture du déficit

*Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.*

Participation financière par couverture du déficit

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).

Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'octroie pas à une entreprise une aide atteignant le seuil de 15.000.000 EUR.

Montant des aides octroyées																	
Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.																	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).																	
Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT) <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2014</th> <th>2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Centre d'accueil</td> <td>0 EUR</td> <td>39.599 EUR</td> </tr> <tr> <td>Structures de dépannage</td> <td>0 EUR</td> <td>9.674 EUR</td> </tr> <tr> <td>Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes</td> <td>102.523 EUR</td> <td>19.847 EUR</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>102.523 EUR</td> <td>69.120 EUR</td> </tr> </tbody> </table>				2014	2015	Centre d'accueil	0 EUR	39.599 EUR	Structures de dépannage	0 EUR	9.674 EUR	Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes	102.523 EUR	19.847 EUR	Total	102.523 EUR	69.120 EUR
	2014	2015															
Centre d'accueil	0 EUR	39.599 EUR															
Structures de dépannage	0 EUR	9.674 EUR															
Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes	102.523 EUR	19.847 EUR															
Total	102.523 EUR	69.120 EUR															
Pour les gestionnaires de services conventionnés pour personnes adultes seules ou avec enfants <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Décompte 2014</th> <th>Convention(s) 2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>« Participation financière par couverture du déficit »</td> <td>13.679.283 EUR</td> <td>14.769.671 EUR</td> </tr> </tbody> </table>				Décompte 2014	Convention(s) 2015	« Participation financière par couverture du déficit »	13.679.283 EUR	14.769.671 EUR									
	Décompte 2014	Convention(s) 2015															
« Participation financière par couverture du déficit »	13.679.283 EUR	14.769.671 EUR															
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).																	
<p>La contribution financière prévue par l'Etat pour les services conventionnés pour adultes pour l'année budgétaire 2015 s'élève à 14.769.671 EUR, déduction faite des recettes ordinaires qui sont estimées à 698.188 EUR. Elle englobe 149,2 postes de personnel pour un coût de 12.736.498 EUR. Les frais de fonctionnement s'élèvent à 2.703.291 EUR.</p> <p>Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.</p> <p>Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2014 et 2015 contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>																	

2.2 Plaintes de tiers

Aucune plainte de la part de tiers n'a été reçue au cours de la période de référence.

2.3 Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

3. Services pour personnes âgées

3.1 Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Est à considérer comme centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior) tout service qui s'adresse principalement à des personnes âgées, pour leur proposer, entre autres, des prestations diverses de restauration, d'assistance au niveau de la vie quotidienne, de guidance socio-familiale et psycho-médico-sociale, d'orientation institutionnelle, de consultation psycho-socio-gérontologique, de formation (géragogie, initiatives de type « université 3^e âge »), d'animation et de loisir, ceci entre autres dans le but de participer à la prévention de l'isolement et au dépistage de déficiences éventuelles liées au vieillissement.</p> <p>(Art. 4.6 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées⁶)</p> <p>Art. 3 de la Convention Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior), <u>Annexe 7</u>).</p> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Est à considérer comme appel-assistance externe toute activité consistant à garantir à au moins trois personnes un service de permanence d'appel et, le cas échéant, de communication d'aide et de secours d'urgence.</p> <p>(Art. 4.10 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 précité).</p> <p>3. Activités Senior</p> <p>Sont à considérer comme activités-senior, des prestations de formation (géragogie, initiatives de type « université 3^e âge »), de supervision, de consultation, de médiation, d'animation et d'assistance, organisées par un même service pendant au moins 20 heures par semaine et proposées principalement soit aux personnes âgées ou aux personnes en fin de vie, soit à leurs familles, soit aux personnes et aux services qui œuvrent au bénéfice de ces usagers et de leurs familles.</p> <p>(Art. 4.11 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 précité).</p>

⁶ Mémorial A n° 107 de 2010 <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0107/index.html>

<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (<u>Annexe 1</u>). Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution. (Voir également <u>Annexes 6 à 8</u>)
<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Participation financière par couverture du déficit ou forfaitaire.
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Les conventions signées sont des conventions bi- respectivement tripartites entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et l'organisme gestionnaire responsable ou entre le Ministère, l'organisme gestionnaire et l'(les) autorité(s) communale(s) pour la couverture des frais du personnel permanent des centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées (Clubs Seniors) (<u>Annexes 7 et 8</u>).</p> <p>La convention fixe la participation financière de l'Etat à un montant max. de 87 % des frais de personnel éligibles liés aux postes conventionnés (art. 9 et 11 de la convention particulière). Les 13 % restants sont pris en charge par la/les communes cosignataire(s) de la convention.</p> <p>Hormis cette convention, des accords bipartites peuvent exister entre l'organisme gestionnaire et l'(les) autorité(s) communale(s) concernant la prise en charge d'éventuels frais liés à l'engagement de personnels supplémentaires, aux locaux occupés par le service, aux moyens d'information/publicité auprès de la population cible locale, à la couverture d'un éventuel déficit, etc. Il peut s'agir de prestations en nature et/ou en espèce.</p>

<p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Participation financière par couverture du déficit.</p> <p>3. Activités senior</p> <p>Participation financière par couverture du déficit ou forfaitaire.</p>
<p><i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i></p>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).</p>
<p><i>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</i></p>
<p>Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'octroie pas à une entreprise une aide atteignant le seuil de 15.000.000 EUR.</p>

Montant des aides octroyées		
Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.		
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).		
Participation aux dépenses d'investissements (art. 13 loi ASFT)		
	2014	2015
Centres intégrés pour personnes âgées	2.920.884 EUR	177.015 EUR
Maisons de soins	3.451.865 EUR	1.889.554 EUR
Centres psycho gériatriques	523.352 EUR	292.344 EUR
Centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées	23.719 EUR	0 EUR
Total	6.919.820 EUR	2.358.913 EUR
1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)		
<u>Décompte 2014</u>	<u>Convention(s) 2015</u>	
3.438.372 EUR	3.643.853 EUR	
2. Appel-Assistance Externe		
Participation financière de l'Etat	<u>Décompte 2014</u>	<u>Conventions 2015</u>
	750.687 EUR	836.127 EUR
Participation financière des autorités locales pour le compte de leurs résidents-bénéficiaires du service	<u>Exercice 2014</u>	<u>Exercice 2015</u>
	389.399,36 EUR	404.393,85 EUR

Les modalités de contribution varient de commune en commune.

Il existe quatre modalités de contribution différentes :

- la participation forfaitaire,
- la participation selon barème social,
- la participation au niveau des frais uniques de mise à disposition,
- la participation au « cas par cas ».

3. Activités Senior

<u>Décompte 2014</u>	<u>Convention(s) 2015</u>
3.819.075 EUR	3.937.381,75 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)

Nombre de postes arrêtés dans le cadre des 17 conventions signées avec l'Etat pour 2014 et 2015 : 55,25 postes

2. Appel-Assistance Externe

Au 31 décembre 2014, le service compte 4.758 clients actifs (77 % femmes et 23 % hommes). 89,5 % de ces personnes sont âgées de 70 ans et plus.

Au cours de l'année 2014, le service a reçu 9.811 alarmes de réelle détresse.

Au 31 décembre 2015, le service compte 5.006 clients actifs (77 % femmes et 23 % hommes). 89,5% de ces personnes sont âgées de 70 ans et plus.

Au cours de l'année 2015, le service a reçu 11.749 alarmes de réelle détresse.

(Source: rapports d'activité 2014 et 2015 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région)

Nombre de postes arrêtés dans le cadre des 17 conventions signées avec l'Etat pour 2012 et 2013 : 11 postes

3. Activités Senior

Actuellement six services sont concernés :

- Un organisme gestionnaire organisant un service d'assistance administrative qui effectue toutes sortes de travaux en rapport avec la comptabilité et le calcul des salaires des services gérés par des organisations gestionnaires membres, organisant un service « études, documentation et communication, assurant une mission d'information et de promotion « grand public » à destination des personnes âgées et organisant ensemble avec le service du ministère des rencontres régulières de

l'ensemble des gestionnaires des organisations œuvrant dans le domaine de l'« active aging ».

- Un organisme gestionnaire s'engageant à sensibiliser la société face à la maladie, la mort et le deuil, à lutter contre l'isolement des malades en fin de vie et des personnes en deuil, à encourager une communication authentique entre le malade et son entourage, à accompagner et soutenir le malade confronté à sa maladie, à sensibiliser à la thérapie contre la douleur, à accompagner les personnes en deuil et à contribuer à développer la « pensée palliative » dans tous les établissements de soins.
- Un organisme assurant un service de formation au personnel dirigeant, soignant ou autres professionnels œuvrant dans le secteur des personnes âgées et une académie seniors au bénéfice de toute personne âgée de plus de 50 ans.
- Une association type « self-help » à envergure nationale proposant des services et activités divers à ses membres soit au niveau national soit à travers des sections locales.
- Une organisation assurant des activités d'information, de formation et de soutien aux personnes affectées de troubles psycho-gériatriques et aux aidants informels, sur la maladie et le comportement du malade, la prise en charge du malade par la famille, une permanence téléphonique appelée Helpline-SOS Alzheimer, des groupes d'entraide, des activités d'information et de sensibilisation du grand public et un centre de documentation et d'information.
- En 2015, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a entrepris les travaux préparatoires afin de disposer d'un acteur structurel neutre responsable de l'orientation et de la guidance des personnes atteintes d'une maladie démentielle et de leur entourage familial. Ce centre national sur la démence appelé IZD (Info-Zenter Demenz) est un élément clé du plan d'action « démence » élaboré en concertation avec le Ministère de la Santé.

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2014⁷ et 2015⁸ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

3.2 Plaintes de tiers

Aucune plainte de la part de tiers n'a été reçue au cours de la période de référence.

3.3 Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

⁷ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2014.pdf

⁸ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2015.pdf

4. Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles

4.1 Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>Est à considérer comme services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles (ci-après « services socio-familiaux ») tout service qui offre des activités dans les domaines suivants :</p> <p>1. Consultation thérapeutique Est à considérer comme consultation thérapeutique toute activité d'accompagnement psychique au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des crises personnelles ou des conflits relationnels.</p> <p>2. Formation socio-éducative Est à considérer comme formation socio-éducative toute activité préventive de renseignements, de conseil ou de formation proposée à des adultes ou des familles pour des raisons sociales, familiales, éducatives ou pédagogiques.</p> <p>3. Conseil socio-familial Est à considérer comme conseil socio-familial toute activité de conseil et d'accompagnement au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des conflits socio-familiaux.</p> <p>4. Médiation socio-familiale Est à considérer comme médiation socio-familiale toute activité permettant à des adultes ou des familles de régler à l'amiable leurs différends relationnels actuels et leurs relations futures.</p> <p>(Art. 2 du règlement modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi ASFT pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux personnes morales entreprenant ou exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles⁹).</p>
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
<p>Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (<u>Annexe 1</u>). Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.</p>

⁹ Mémorial A n° 241 de 2011 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2011/0241/index.html>

<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année (Annexe 9). Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Participation financière par couverture du déficit
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
Participation financière par couverture du déficit
<i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : «Modalités de gestion financière»).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).</p>

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'octroie pas à une entreprise une aide atteignant le seuil de 15.000.000 EUR.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Décompte 2014	Convention(s) 2015
4.635.725,66 EUR	4.662.011 EUR

Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)

2014	2015
21.875,02 EUR	37.860,28 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

Le secteur socio-familial comprend 9 services agréés et conventionnés dans le cadre de la loi ASFT et œuvrant dans les secteurs précités.

En 2015, 39,3 postes ETP (équivalent temps plein) sont pris en charge par le biais des 9 conventions. 84,3 % du coût de la convention 2015 sont des frais de personnel.

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2014¹⁰ et 2015¹¹ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

¹⁰ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2014.pdf

¹¹ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2015.pdf

4.2 Plaintes de tiers

Aucune plainte de la part de tiers n'a été reçue au cours de la période de référence.

4.3 Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

V. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

1. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>En ce qui concerne les services d'éducation et d'accueil pour enfants, il convient de noter que l'ensemble de ces structures sont à considérer comme des services sociaux d'intérêt général (SSIG) qui sont directement destinés aux enfants pour faciliter leur intégration dans la société luxembourgeoise. Ces services jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale des enfants dans la société luxembourgeoise et en vue de leur scolarisation dans l'enseignement fondamental luxembourgeois.</p> <p>D'après le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, on entend par « service d'éducation et d'accueil pour enfants », un ensemble d'activités d'accueil de jour pour enfants au sens de la loi ASFT.</p>
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
Les obligations de l'organisme gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (<u>Annexe 1</u>). Tout service ayant souscrit à une convention avec l'Etat doit par ailleurs disposer d'un agrément gouvernemental conformément à la loi ASFT.
<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
La durée des conventions conclues entre l'Etat et les services d'éducation et d'accueil pour enfants est limitée à la durée d'une année.
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Le cadre légal et conventionnel de la participation financière de l'État à certains services sociaux résulte à la fois des dispositions de la loi ASFT, de ses différents règlements grand-ducaux d'exécution et tout particulièrement des conventions qui sont conclues en application de l'article 11 de la loi ASFT avec un organisme gestionnaire d'un service tombant sous le champ d'application de cette loi.

<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
A l'égard des services d'éducation et d'accueil pour enfants bénéficiaires d'une aide d'Etat dans le cadre de la loi ASFT une participation financière est appliquée au moyen d'un conventionnement entre l'Etat et la structure concernée. Les montants repris dans le budget établi par le gestionnaire ne pourront excéder le montant accordé par l'Etat. Les montants alloués par l'Etat à la structure font l'objet d'un contrôle annuel lors du décompte à établir.
<i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales)</p>
<i>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</i>
Non applicable

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.	
2014	2015
Services conventionnés (loi ASFT) : 190.685.371,67 EUR	Services conventionnés (loi ASFT) : 223.031.613,52 EUR
A: Montant total des aides octroyées versées par les autorités centrales nationales	
2014	2015
Services conventionnés (loi ASFT) : 157.727.232,24 EUR	Services conventionnés (loi ASFT) : 183.372.682,09 EUR
B: Montant total des aides octroyées versées par les autorités régionales	
2014	2015
Non applicable	Non applicable
C: Montant total des aides octroyées versées par les autorités locales	
2014	2015
Services conventionnés (loi ASFT) : 32.958.138,93 EUR	Services conventionnés (loi ASFT) : 39.658.931,43 EUR
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	
2014	2015
Non applicable	Non applicable
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).	
2014	2015
Le rapport d'activités du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est publié annuellement sur son site internet. www.men.lu	

2. Plaintes de tiers

Il n'y a eu aucune plainte de la part de tiers au cours de la période de référence.

3. Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

VI. Ministère de l'Égalité des chances

1. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<u>1. Centre d'accueil classique</u> Un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit de façon permanente et temporaire plus de trois usagers simultanément, le cas échéant accompagnées de leurs enfants, se trouvant en situation de détresse aiguë et nécessitant d'urgence une aide spécialisée durant la journée sous forme d'un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique adapté à leurs besoins individuels. Priorité sera donnée à l'accueil de femmes victimes de violence et/ou des femmes dans des situations de grossesse ou de maternité problématiques.
<u>2. Service de logements encadrés</u> Un service dont l'objet est d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit, de façon permanente et temporaire des usagers accompagnées de leurs enfants se trouvant en situation de détresse sociale, ou alors des usagers stabilisés provenant d'un centre d'accueil classique. Il vise en priorité à procurer aux usagers un logement temporaire, une aide pour l'insertion ou la réinsertion professionnelle, pour la gestion de leurs situations financière et juridique et une aide pour l'intégration et la participation sociale. Il vise par ses activités à procurer aux usagers une amélioration de leur qualité de vie en général, un renforcement de leurs compétences psychiques et sociales, afin qu'ils puissent organiser leur vie quotidienne de façon autonome.
<u>3. Service de logement en milieu ouvert</u> Un service organisé au départ d'un centre d'accueil classique ou d'un service de logements encadrés et qui vise à assurer un soutien à des usagers en difficultés, mais où le degré d'autonomie de l'utilisateur est tel, qu'un encadrement sporadique suffit.
<u>4. Foyer d'accueil et de dépannage</u> Un service ou une partie de service qui est destiné aux placements urgents jour et nuit pour enfants et jeunes adultes âgés de 12 à 21 ans. Par ailleurs, l'organisme gestionnaire offre des services annexes aux services d'hébergement.

5. Garderie interne

Un service qui a pour objet d'offrir un accueil aux enfants des usagères encadrées par les services agréés œuvrant dans l'intérêt de l'égalité des hommes et des femmes pendant une partie de la journée. Il assure un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique par des activités variées et adaptées aux besoins des jeunes.

6. Centre parental

Un service ayant pour objet l'accueil et l'hébergement en placement jour et de nuit de façon permanente et temporaire des femmes et des jeunes filles enceintes ou accompagnées de leur(s) enfant(s) en bas âge(s), des hommes ou des couples accompagnés de leur(s) enfant(s) en bas âge(s).

Le centre parental peut prendre trois formes de structure d'encadrement et d'hébergement, à savoir le centre parental proprement dit, le centre maternel et le centre paternel.

Le centre parental est spécialisé dans l'accompagnement des usagers ayant à se construire comme parent en tissant des liens avec leur(s) enfant(s). L'équipe éducative veille au bien-être de l'enfant et de ses parents dans leur parentalité mais également, s'il y a lieu et en cas de besoin, dans leur conjugalité.

Le centre maternel est un centre d'accueil spécifique spécialisé dans l'accueil et l'hébergement de jour et de nuit de façon permanente et temporaire, exclusivement des femmes enceintes accompagnées ou non d'un enfant en bas âge et/ou des femmes jeunes mères, élevant leur(s) enfant(s) en bas âge, afin de leur permettre de se construire, respectivement de se reconstruire comme mère en tissant des liens avec leur(s) enfant(s) à naître et/ou né(s).

Cet accompagnement pluridisciplinaire offre un encadrement intensif (24h / 24h) et dure au maximum jusqu'à l'âge de 3 ans de l'enfant.

Le centre paternel sera un centre d'accueil spécifique accessible aux jeunes pères accompagnés d'enfants en bas âge et sera supposé fonctionner à l'instar du concept du centre maternel.

7. Centre de consultation

Un service offrant des prestations d'accueil, de consultation d'information, d'orientation, d'assistance, de guidance et d'accompagnement aux usagers adultes et mineurs et à leur entourage.

Ce service se doit d'offrir aussi une intervention de crise permettant aux usagers de trouver une aide d'urgence s'ils se trouvent dans une situation de détresse.

Un tel service réalise également un travail public de promotion des activités en faveur des hommes et des garçons respectivement des femmes et des filles et a pour objet d'offrir des prestations d'information et de sensibilisation pour toutes questions se rapportant à leur condition d'hommes, respectivement à leur condition de femmes.

Pour ce faire, il peut promouvoir des activités spécifiques et organiser des groupes de travail, des conférences et des formations aux professionnels. Il offrira aussi de la documentation consultable par le public sur la condition des hommes, respectivement des femmes.

8. Centre de réinsertion et d'insertion

Un service offrant aux usagers un enseignement théorique et pratique de base, les préparant à l'autonomie.

9. Service d'assistance aux victimes de violence domestique

Un service assistant, guidant et conseillant victimes de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003, en recherchant activement leur contact.

10. Service prenant en charge les auteur(e)s de violence domestique

Un service prenant les auteur(e)s de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003.

11. Service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains

Un service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains au sens de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante (Annexe 1). Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).

*Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.*

Non applicable

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Les gestionnaires qui sont conventionnés avec le Ministère de l'Égalité des chances sont tous constitués sous forme juridique d'association sans but lucratif (a.s.b.l.) ou sous forme de fondation, qui elle aussi n'exerce pas une activité à but commercial. Le Ministère de l'Égalité des chances n'utilise pas d'autre instrument d'aide que la convention.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Participation financière par couverture du déficit.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).</p>
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
<p>Le budget total des SIEG du Ministère de l'Égalité des chances reste en dessous de 15.000.000 EUR.</p> <p>Le Ministère de l'Égalité des chances a néanmoins pris l'initiative de publier le budget détaillé, ainsi qu'une énumération nominative des gestionnaires avec leurs domaines d'activités dans son rapport d'activités, qui est accessible sur le site internet du Ministère de l'Égalité des chances.</p> <p>http://www.mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2014/index.html</p>

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.	
<p><u>Décompte 2014</u> : 5.260.850 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes.</p> <p>5.490.792 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants.</p> <p><u>Convention 2015</u> : 6.086.992 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes.</p> <p>6.236.794 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants.</p>	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	
2014	2015
Convention : 10.751.642 EUR	Convention : 12.323.786 EUR
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).	
<p>Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du Ministère de l'Egalité des chances et le rapport du comité des professionnels contre la violence domestique.</p> <p>http://www.mega.public.lu/fr/publications/index.php</p>	

2. Plaintes de tiers

Il n'y a eu aucune plainte de la part de tiers au cours de la période de référence.

3. Questions diverses

Il n'y a pas eu de difficultés rencontrées dans l'application de la décision SIEG de 2012.

ANNEXES

- **Conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT**

Annexe 1 : Conditions générales

- **Modèles de conventions spécifiques**

Services pour personnes en situation de handicap :

Annexe 2 : Convention pour les services d'hébergement, d'activités de jour, de formation, d'emploi, d'information de consultation et de rencontre, d'aide précoce et d'assistance à domicile pour personnes en situation de handicap (2015)

Annexe 3 : Convention ASP relative à l'accompagnement socio-pédagogique de la personne en situation de handicap dans des services d'hébergement et d'activités de jour (2015)

Services pour personnes adultes seules ou avec enfants :

Annexe 4 : Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes (année 2015)

Annexe 5 : Convention des services pour personnes adultes (2015)

Services pour personnes âgées :

Annexe 6 : Convention services pour personnes âgées (2015)

Annexe 7 : Conventions Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior) avec asbl (2015)

Annexe 8 : Conventions Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior) avec asbl et communes (2015)

Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles :

Annexe 9 : Convention pour services de consultation, d'animation de médiation et de formation (2015)